

45 (1953) No. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1954 No. 17

A. TITEL

*Statuut van de Europese Commissie voor de bestrijding
van mond- en klauwzeer, met bijlagen;
Rome, 11 December 1953*

B. TEKST**Acte constitutif de la Commission européenne de lutte
contre la fièvre aphteuse****Préambule**

Les Etats contractants, considérant la nécessité pressante d'empêcher que l'agriculture européenne subisse à nouveau les lourdes pertes entraînées par les épidémies répétées de fièvre aphteuse, créent par les présentes une Commission désignée sous le nom de Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, dont l'objet est de stimuler sur le plan national et international les mesures propres à lutter contre la fièvre aphteuse en Europe.

Article premier*Membres*

Les Membres de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (désignée ci-après sous le nom de „la Commission”) sont les Etats européens membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (désignée ci-après sous le nom de „l'Organisation”) ou de l'Office international des épizooties (désigné ci-après sous le nom de „l'Office”), qui adhèrent au présent Acte constitutif conformément aux dispositions de l'Article XV. La Commission peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et à condition que cette majorité soit supérieure à la moitié du nombre total des membres de la Commission, admettre à la qualité de membre de la Commission, après approbation du Conseil de l'Organisation, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article XV, tout autre Etat européen qui a déposé une demande d'admission accompagnée d'un instrument officiel par lequel il accepte les obligations découlant de l'Acte constitutif en vigueur au moment de son admission.

L'Organisation, l'Office et l'Organisation européenne de coopération économique ont le droit de se faire représenter à toutes les sessions de la Commission et de ses Comités, mais leurs représentants n'ont pas le droit de vote.

Article II*Obligations des Membres en matière de politiques nationales
et de coopération internationale concernant la lutte
contre la fièvre aphteuse*

1. Les Membres s'engagent à lutter contre la fièvre aphteuse et à s'efforcer de la supprimer en adoptant des mesures sanitaires et des règlements de quarantaine efficaces et en appliquant une ou plusieurs des méthodes ci-après:

Constitution of the European Commission for the Control of Foot-and-Mouth Disease

Preamble

The contracting Governments, having regard to the urgent necessity of preventing the recurrence of the heavy losses to European agriculture caused by the repeated outbreaks of foot-and-mouth disease, hereby establish a Commission to be known as the European Commission for the Control of Foot-and-Mouth Disease, whose object shall be to promote national and international action with respect to control measures against foot-and-mouth disease in Europe.

Article I

Membership

The Members of the European Commission for the Control of Foot-and-Mouth Disease (hereinafter referred to as the "Commission") shall be such European Member Nations of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (hereinafter referred to as the "Organization") and/or of the International Office of Epizootics (hereinafter referred to as the "Office") as accept this Constitution in accordance with the provisions of Article XV. The Commission, by a two-thirds majority of the votes cast providing such majority is greater than half of its membership, may, with the approval of the Council of the Organization, in conformity with the provisions of Article XV (3), admit to membership any other European Nation which has submitted an application for membership and a declaration made in a formal instrument that it accepts the obligations of this Constitution as in force at the time of admission.

The Organization, the Office and the Organization for European Economic Cooperation shall have the right to be represented at all sessions of the Commission and its Committees, but their representatives shall not have the right to vote.

Article II

Obligations of Members regarding National Policies and International Cooperation for the Control of Foot-and-Mouth Disease

1. Members undertake to control foot-and-mouth disease with a view to its ultimate eradication by the institution of suitable quarantine and sanitary measures and by one or more of the following methods:

1. Politique d'abattage
2. Politique combinée d'abattage et de vaccination
3. Immunisation totale du cheptel bovin par vaccination
4. Vaccination du cheptel dans un certain périmètre autour des foyers de fièvre aphteuse.

Les méthodes adoptées seront rigoureusement appliquées.

2. Les Membres adoptant la deuxième ou la quatrième méthode s'engagent à se procurer une quantité de virus suffisante pour la production de vaccins et une quantité de vaccin suffisante pour assurer la protection du cheptel si l'épizootie se déclare. Chaque Membre apportera aux autres Membres collaboration et assistance pour tout ce qui concerne une action concertée contre la fièvre aphteuse, notamment pour l'approvisionnement en vaccin et en virus, le cas échéant. Les quantités de virus et de vaccin à mettre en réserve pour l'usage national et international seront fixées par les Membres, à la lumière des conclusions de la Commission et des avis émis par l'Office.

3. Les Membres prendront des mesures pour que soit identifié immédiatement le virus recueilli lors d'une épidémie de fièvre aphteuse et communiqueront aussitôt les résultats de l'identification à la Commission et à l'Office.

4. Les Membres s'engagent à fournir à la Commission tous renseignements dont elle peut avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions. En particulier, ils signaleront sans délai à la Commission et à l'Office toute nouvelle épidémie et son étendue; ils fourniront à ce sujet tout rapport détaillé qui pourrait être utile à la Commission.

Article III

Siège

1. Le siège de la Commission et son secrétariat sont à Rome, au siège de l'Organisation.

2. La Commission se réunit au siège, sauf s'il en a été décidé autrement par elle lors d'une session antérieure ou, dans des circonstances exceptionnelles, par son Comité exécutif.

Article IV

Fonctions générales

Les fonctions générales de la Commission sont les suivantes:

1. Conclure avec l'Office, par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation et dans le cadre de tout accord existant entre l'Organisation et l'Office, des ententes propres à garantir que:

1.1 tous les membres recevront des avis techniques sur tout problème ayant trait à la lutte contre la fièvre aphteuse.

- 1) a slaughter policy
- 2) slaughter together with vaccination
- 3) maintenance of totally immune cattle population by vaccination
- 4) vaccination in zones surrounding outbreaks.

Methods adopted shall be rigorously carried out.

2. Members adopting policy 2 or 4 undertake to have available a supply of virus for vaccine production and a supply of vaccine sufficient to ensure adequate protection against the disease in case of an outbreak. Each Member shall collaborate with and assist other Members in all concerted measures for the control of foot-and-mouth disease, and in particular in the provision of vaccine and virus where necessary. The quantities of virus and vaccine to be stored for national and international use shall be determined by Members in the light of the findings of the Commission and the advice of the Office.

3. Members shall make such arrangements for the typing of virus from outbreaks of foot-and-mouth disease as may be required by the Commission and shall immediately notify the Commission and the Office of the results of such typing.

4. Members undertake to provide the Commission with any information which it may need to carry out its functions. In particular, Members shall immediately report to the Commission and to the Office any outbreak of foot-and-mouth disease and its extent and shall make such further detailed reports as the Commission may require.

Article III

Seat

1. The seat of the Commission and its Secretariat shall be in Rome at the Headquarters of the Organization.

2. Sessions of the Commission shall be held at its seat, unless they are convened elsewhere in pursuance of a decision of the Commission at a previous session, or, in exceptional circumstances, of a decision of the Executive Committee.

Article IV

General Functions

The following shall be the general functions of the Commission:

1. To enter into arrangements, through the Director-General of the Organization, with the Office within the framework of any agreements between the Organization and the Office to ensure that:

1.1 All Members are provided with technical advice on any problem relating to the control of foot-and-mouth disease.

1.2 des renseignements complets sur les épidémies de fièvre aphteuse et l'identification des virus seront recueillis et diffusés dans les moindres délais.

1.3 les travaux spéciaux de recherche qu'exige la fièvre aphteuse seront effectués.

2. Recueillir des renseignements relatifs aux programmes nationaux de lutte et de recherche concernant la fièvre aphteuse.

3. Déterminer, de concert avec les Membres intéressés, la nature et l'ampleur de l'assistance dont les Membres ont besoin pour exécuter leurs programmes.

4. Susciter et organiser, chaque fois qu'une telle action sera nécessaire, une action concertée pour surmonter les difficultés que rencontre l'exécution des programmes de lutte, et à cet effet prendre des mesures permettant de disposer des ressources nécessaires pour la production et le stockage des vaccins, par exemple au moyen d'accords conclus entre les Membres.

5. Prévoir les moyens matériels nécessaires à l'identification des virus.

6. Etudier la possibilité de créer un laboratoire international pour l'identification des virus et la production des vaccins.

7. Etablir et tenir à jour un registre des disponibilités de virus et vaccins dans les différents pays.

8. Fournir aux autres organisations des avis concernant l'affectation de tous fonds disponibles pour la lutte contre la fièvre aphteuse en Europe.

9. Conclure, par l'intermédiaire du Directeur général de l'Organisation, avec d'autres organisations, groupes régionaux ou Etats qui ne sont pas Membres de la Commission, des ententes en vue de leur participation aux travaux de la Commission ou de ses Comités, ainsi que des ententes d'assistance mutuelle relatives aux problèmes de lutte contre la fièvre aphteuse. Ces ententes pourront comporter la création de comités mixtes ou la participation aux travaux de tels comités.

10. Examiner et approuver, pour transmission au Conseil de l'Organisation par l'intermédiaire du Directeur général, le rapport du Comité exécutif sur les activités de la Commission, les comptes annuels, ainsi que le programme de travail et le budget pour l'année suivante.

Article V

Fonctions spéciales

Les fonctions spéciales de la Commission sont les suivantes:

1. . Concourir, de toute manière que la Commission et les Membres intéressés jugent utile, à la lutte contre les épidémies de fièvre

1.2 Comprehensive information on outbreaks of the disease and identification of virus is collected and disseminated as quickly as possible.

1.3 Special research work required on foot-and-mouth disease is carried out.

2. To collect information on national programs for the control of, and research on, foot-and-mouth disease.

3. To determine, in consultation with the Members concerned, the nature and extent of assistance needed by such Members for implementing their national programs.

4. To stimulate and plan joint action wherever required to overcome difficulties in the implementation of control programs and to this effect arrange means whereby adequate resources can be made available, for example, for the production and storage of vaccine, through agreements between Members.

5. To arrange for suitable facilities for the typing of virus.

6. To study the possibility of establishing international laboratory facilities to deal with the typing of virus and the production of vaccines.

7. To maintain a register of stocks of virus and vaccines available in various countries and to keep the position continuously under review.

8. To offer advice to other organizations on the allocation of any available funds for assisting in the control of foot-and-mouth disease in Europe.

9. To enter into arrangements, through the Director-General of the Organization, with other organizations, regional groups or with Nations not Members of the Commission, for participation in the work of the Commission or its Committees, or for mutual assistance on problems of controlling foot-and-mouth disease. These arrangements may include the establishment of, or participation in, joint committees.

10. To consider and approve the report of the Executive Committee on the activities of the Commission, the annual accounts and the budget and program for the ensuing year, for submission to the Council of the Organization through the Director-General.

Article V

Special Functions

The following shall be the special functions of the Commission:

1. To assist in controlling outbreaks in emergency situations in any manner considered appropriate by the Commission and the

aphteuse à caractère critique. A cet effet, la Commission, ou son Comité exécutif agissant en vertu des dispositions du paragraphe 5 de l'Article XI, peut utiliser tout solde non engagé du budget administratif, dont il est question au paragraphe 7 de l'Article XIII, ainsi que toute contribution supplémentaire versée au titre de mesures d'urgence conformément aux dispositions du paragraphe 4 dudit Article.

2. Prendre les mesures voulues dans les domaines suivants:

2.1 Production et stockage par la Commission ou pour son compte, de virus et de vaccins à distribuer aux Membres en cas de besoin;

2.2 Encouragement de l'établissement par les Membres, en cas de besoin, de cordons sanitaires en vue de circonscrire l'épizootie.

3. Exécuter tout nouveau projet déterminé qui pourrait être proposé par les Membres ou par le Comité exécutif et approuvé par la Commission en vue d'atteindre les objectifs de la Commission, tels que définis dans le présent Acte.

4. Le solde créditeur du budget administratif peut être utilisé pour les fins décrites aux paragraphes 2 et 3 du présent article, sous réserve que cette décision soit approuvée par la Commission à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, cette majorité devant être supérieure à la moitié du nombre des Membres de la Commission.

Article VI

Organisation

1. Chaque Membre est représenté aux sessions de la Commission par un seul délégué qui peut être accompagné d'un suppléant, d'experts et de conseillers. Les suppléants, les experts et les délégués peuvent prendre part aux débats de la Commission, mais ils n'ont pas le droit de vote, sauf dans le cas d'un suppléant dûment autorisé à remplacer le délégué.

2. Chaque Membre dispose d'une voix. Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des suffrages exprimés, excepté dans le cas où le présent Acte en dispose autrement. La majorité des Membres de la Commission constitue le quorum.

3. La Commission élit, au début de chaque session ordinaire, un président et deux vice-présidents choisis parmi les délégués. Le président et les vice-présidents restent en fonctions jusqu'au début de la session ordinaire suivante. Ils sont rééligibles.

4. Le Directeur général de l'Organisation, d'accord avec le Président de la Commission, convoque la Commission en session ordinaire au moins une fois par an. Il peut convoquer la Commission en session extraordinaire soit avec l'accord du Président de la Commission, soit à la demande de la Commission, exprimée au cours

Member or Members concerned. For this purpose the Commission or its Executive Committee in conformity with the provisions of Article XI (5) may use any uncommitted balances of the Administrative Budget referred to in Article XIII (7) as well as any supplementary contributions which may be provided for emergency action under Article XIII (4).

2. To take suitable action in the following fields:

2.1 Production and/or storage of virus and/or vaccines by or on behalf of the Commission, for distribution to any Member in case of need.

2.2 Promotion when necessary of the establishment by a Member or Members of "cordons sanitaires" to prevent the spread of disease.

3. To carry out such further special projects as may be suggested by Members or by the Executive Committee and approved by the Commission for achieving the purposes of the Commission as set forth in this Constitution.

4. Funds from the surplus of the Administrative Budget may be used for the purposes stated in paragraphs 2 and 3 of this Article when such action is approved by the Commission by a two-thirds majority of the votes cast, providing such majority is more than one half of the membership of the Commission.

Article VI

Organization

1. Each Member shall be represented at Sessions of the Commission by a single delegate who may be accompanied by an alternate and by experts and advisers. Alternates, experts and advisers may take part in the proceedings of the Commission but not vote, except in the case of an alternate who is duly authorized to substitute for the delegate.

2. Each Member shall have one vote. Decisions of the Commission shall be taken by a majority of the votes cast except as otherwise provided in this Constitution. A majority of the Members of the Commission shall constitute a quorum.

3. The Commission shall elect, at the beginning of each regular session, a Chairman and two Vice-Chairmen from amongst the delegates. These Officers shall hold office until the beginning of the next regular session, without prejudice to the right of re-election.

4. The Director-General of the Organization in consultation with the Chairman of the Commission shall convene a regular session of the Commission at least once a year. Special sessions may be convened by the Director-General, in consultation with the Chairman of the Commission, or if so requested by the Commission in regular

d'une session ordinaire, ou sur requête d'un tiers au moins des Membres de la Commission, formulée dans l'intervalle des sessions ordinaires.

Article VII

Comités

1. La Commission peut créer des comités temporaires, spéciaux ou permanents, chargés de faire des études et des rapports sur des questions de la compétence de la Commission.

2. Ces comités sont convoqués par le Directeur général de l'Organisation, d'accord avec le Président de la Commission, aux lieux et dates qui conviennent au but pour lequel ils ont été créés.

3. La Commission détermine la composition de ces comités.

4. Chaque comité élit son Président.

Article VIII

Règlement intérieur et règlement financier

Sous réserve des dispositions du présent Acte, la Commission établit, avec l'approbation du Directeur général de l'Organisation, ses propres règlements intérieur et financier en accord avec ceux de l'Organisation.

Article IX

Observateurs

1. Le Gouvernement de tout Etat qui n'est pas Membre de la Commission peut, avec l'approbation de la Commission, se faire représenter à toute session de la Commission ou de ses comités par un observateur qui n'a pas le droit de vote.

2. Toute autre organisation internationale dont les activités s'exercent dans les domaines connexes peut, avec l'approbation de la Commission, se faire représenter à toute session de la Commission ou de ses comités par un observateur qui n'a pas le droit de vote.

Article X

Comité exécutif

1. La Commission constitue un Comité exécutif composé du président et des vice-présidents de la Commission et des délégués de trois Membres, choisis par la Commission au début de chacune de ses sessions ordinaires. Le Président de la Commission est Président du Comité exécutif.

sessions or by at least one third of the Members during intervals between regular sessions.

Article VII

Committees

1. The Commission may establish temporary, special or standing committees to study and report on matters pertaining to the purpose of the Commission.

2. These Committees shall be convened by the Director-General of the Organization in consultation with the Chairman of the Commission, at such times and places as are in accordance with the objectives for which they were established.

3. The Commission shall determine the membership of such committees.

4. Each Committee shall elect its own Chairman.

Article VIII

Rules and Regulations

Subject to the provisions of this Constitution, the Commission shall with the concurrence of the Director-General of the Organization, draw up its own Rules of Procedure and the Financial Regulations in conformity with the Rules of Procedure and the Financial Regulations of the Organization.

Article IX

Observers

1. The Government of any Nation which is not a Member of the Commission may, with the concurrence of the Commission, be represented at any session of the Commission or its committees by an observer without the right to vote.

2. Any other international organization having related interests may, with the concurrence of the Commission, be represented at any sessions of the Commission or its Committees by an observer without the right to vote.

Article X

The Executive Committee

1. An Executive Committee shall be established and shall be composed of the Chairman and Vice-Chairmen of the Commission and three delegates of Members selected by the Commission at the beginning of its regular session. The Chairman of the Commission shall be the Chairman of the Executive Committee.

2. Les Membres du Comité exécutif restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la prochaine session ordinaire de la Commission. Ils sont rééligibles.

3. Lorsqu'une vacance se produit au Comité exécutif, le Comité peut demander à un Membre de la Commission de nommer un représentant qui occupera jusqu'à l'expiration du mandat le siège devenu vacant.

4. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois dans l'intervalle de deux sessions ordinaires de la Commission.

5. Le Secrétaire de la Commission assure les fonctions de Secrétaire du Comité exécutif.

Article XI

Fonctions du Comité exécutif

Le Comité exécutif:

1. Présente à la Commission des propositions concernant l'orientation générale des activités et le programme de travail;

2. Met en oeuvre les politiques et les programmes approuvés par la Commission;

3. Soumet à la Commission les projets de programme et de budget administratif et les comptes annuels;

4. Prépare le rapport annuel sur les activités de la Commission, pour approbation par la Commission et transmission au Directeur général de l'Organisation;

5. Se charge de toutes autres fonctions que la Commission lui délègue, notamment celles prévues au paragraphe 1 de l'article V en ce qui concerne les cas d'urgence.

Article XII

Administration

1. Les membres du Secrétariat de la Commission sont nommés par le Directeur général avec l'approbation du Président du Comité exécutif et sont responsables administrativement devant le Directeur général. Leur statut et leurs conditions d'emploi sont les mêmes que ceux du personnel de l'Organisation.

2. Les dépenses de la Commission sont couvertes par le budget administratif, à l'exception de celles qui sont afférentes au personnel, aux services et aux locaux que l'Organisation peut mettre à sa disposition. Les dépenses à la charge de l'Organisation sont fixées et payées par l'Organisation dans le cadre d'un budget annuel préparé par le Directeur général et approuvé par la Conférence de l'Organisation conformément aux dispositions des Règlements intérieur et financier de l'Organisation.

2. Members of the Executive Committee shall hold office until the beginning of the next regular session without prejudice to the right of re-election.

3. If the vacancy occurs in the Executive Committee before the expiration of the term of appointment, the Committee may request a Member of the Commission to appoint a representative to fill the vacancy for the remainder of the term.

4. The Executive Committee shall meet at least once between any two successive regular sessions of the Commission.

5. The Secretary of the Commission shall act as Secretary to the Executive Committee.

Article XI

Functions of the Executive Committee

The Executive Committee shall:

1. Make proposals to the Commission concerning policy matters and the program of activities;

2. Implement the policies and programs approved by the Commission;

3. Submit to the Commission the draft program and Administrative Budget, and the annual accounts;

4. Prepare the annual report on the activities of the Commission for approval by the Commission and transmission to the Director-General of the Organization;

5. Undertake such other duties as the Commission may delegate to it, in particular with reference to emergency action under Article V (1).

Article XII

Administration

1. The staff of the Secretariat of the Commission shall be appointed by the Director-General with the approval of the Executive Committee, and for administrative purposes shall be responsible to the Director-General. They shall be appointed under the same terms and conditions as the staff of the Organization.

2. The expenses of the Commission shall be paid out of its Administrative Budget except those relating to such staff and facilities which can be made available by the Organization. The expenses to be borne by the Organization shall be determined and paid within the limits of an annual budget prepared by the Director-General and approved by the Conference of the Organization in accordance with the Rules of Procedure and the Financial Regulations of the Organization.

3. Les frais afférents à la participation des délégués, de leurs suppléants, experts et conseillers aux sessions de la Commission et de ses comités sont fixés et payés par leurs gouvernements respectifs.

Article XIII

Finances

1. Chaque Membre s'engage à verser une contribution annuelle au budget administratif, conformément à un barème adopté à la majorité des deux tiers des Membres de la Commission. Pendant les cinq premières années qui suivront l'entrée en vigueur du présent Acte, ces contributions seront fixées d'après le barème figurant à l'Annexe I. Pour les cinq premiers exercices, le budget pour les activités administratives sera établi sur la base d'un montant annuel de 50.000 dollars des Etats-Unis, augmenté des contributions versées par les Membres en vertu des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous.

2. Les contributions dues par les Membres ne figurant pas au barème donné à l'Annexe I sont déterminées par la Commission et calculées suivant les méthodes utilisées pour établir le barème.

3. Les contributions annuelles prévues aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont exigibles avant l'expiration du premier mois de l'exercice financier pour lequel elles sont dues. L'exercice financier de la Commission est celui de l'Organisation.

4. Des contributions supplémentaires peuvent être acceptées d'un ou plusieurs Membres, d'organisations ou de personnes privées, en vue de financer des mesures d'urgence ou la mise en oeuvre de projets spéciaux ou campagnes de lutte que la Commission ou le Comité exécutif peuvent adopter ou recommander en application des dispositions de l'Article V.

5. Toutes les contributions des Membres sont payables dans des monnaies déterminées par la Commission d'accord avec chacun des intéressés.

6. Toute contribution reçue est versée à un „Fonds de dépôt” géré par le Directeur général de l'Organisation conformément aux dispositions du Règlement financier de l'Organisation.

7. A la clôture de chaque exercice financier, tout solde non engagé du budget administratif est inscrit à un compte spécial dont les fonds peuvent être utilisés pour les fins mentionnées aux Articles IV en V.

Article XIV

Amendements

1. Le présent Acte peut être amendé par une décision prise par la Commission à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, à condition que cette majorité soit supérieure à la moitié du nombre

3. Expenses incurred by delegates and their alternates, experts and advisers in attending meetings of the Commission and its committees shall be determined and paid by their respective governments.

Article XIII

Finance

1. Each Member of the Commission undertakes to contribute annually its share of the Administrative Budget in accordance with a scale of contributions to be adopted by a two-thirds majority of the membership of the Commission. For the first five years after the Constitution has come into force, these contributions shall be in accordance with the scale indicated in Appendix I. The budget for the administrative activities of the Commission for the first five years shall be on the basis of US \$ 50,000 annually, to which shall be added any contribution made by Members in conformity with paragraph 2 below.

2. Contributions to be paid by Members not listed in Appendix I shall be determined by the Commission. For this purpose the methods used for calculating the abovementioned scale shall apply.

3. Annual contributions provided for under paragraphs 1 and 2 above shall be payable before the end of the first month of the financial year to which they apply. The financial year shall be the same as that of the Organization.

4. Supplementary contributions may be accepted from a Member or Members or from Organizations or individuals for emergency action or for the purpose of implementing special schemes or campaigns of control which under Article V the Commission or Executive Committee may adopt or recommend.

5. All contributions from members shall be payable in currencies to be determined by the Commission in agreement with each contributing Member.

6. All contributions received shall be placed in a Trust Fund administered by the Director-General of the Organization in conformity with the Financial Regulations of the Organization.

7. At the end of each financial year, any uncommitted balance of the Administrative Budget shall be placed in a special account to be available for the purposes outlined in Articles IV and V.

Article XIV

Amendments

1. This Constitution may be amended by the Commission by a two-thirds majority of the votes cast, providing such a majority is more than one-half of the membership of the Commission. Amend-

total des Membres. Les amendements n'entrent en vigueur qu'une fois approuvés par le Conseil de l'Organisation et à dater du jour où ce dernier s'est prononcé; tout amendement entraînant pour les Membres de nouvelles obligations ne prend effet pour chacun des Membres que lorsque l'intéressé a fait connaître son accord.

2. Des propositions d'amendement au présent Acte peuvent être présentées par tout Membre de la Commission dans une communication adressée au Président de la Commission et au Directeur général de l'Organisation. Le Directeur général avise immédiatement tous les Membres de la Commission de toute proposition d'amendement.

3. Aucune proposition d'amendement au présent Acte ne peut être inscrite à l'ordre du jour d'une session si le Directeur général de l'Organisation n'en a été avisé 120 jours au moins avant l'ouverture de la session.

Article XV

Adhésion

1. Les Etats ne pourront formuler des réserves en adhérant au présent Acte.

2. L'adhésion au présent Acte s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion entre les mains du Directeur général de l'Organisation; elle prend effet en ce qui concerne les Membres de l'Organisation et de l'Office, dès réception dudit instrument par le Directeur général qui en informe aussitôt chacun des Membres de la Commission.

3. L'adhésion prend effet en ce qui concerne les Etats qui ne sont Membres ni de l'Organisation ni de l'Office, à compter de la date à laquelle le Conseil de l'Organisation approuve la demande d'admission, conformément aux dispositions de l'Article premier.

Article XVI

Retrait

1. Tout Membre peut se retirer de la Commission après l'expiration d'un délai d'un an compté à partir de la plus récente des deux dates suivantes: date d'entrée en vigueur du présent Acte ou date à laquelle l'adhésion de ce Membre a pris effet. A cette fin, il notifie par écrit son retrait au Directeur général de l'Organisation qui en informe sans délai tous les Membres de la Commission. Le retrait devient effectif un an après la date de réception de l'avis de retrait.

2. Tout Membre n'ayant pas acquitté ses contributions afférentes à deux années consécutives sera considéré comme s'étant retiré de la Commission.

ments shall become effective only with the concurrence of the Council of the Organization, and as from the date of the decision of the Council, provided that any amendment involving new obligations for Members shall come into force in respect of each Member only on acceptance of it by that Member.

2. Proposals for the amendment of the Constitution may be made by any Member of the Commission in a communication addressed to both the Chairman of the Commission and the Director-General of the Organization. The Director-General shall immediately inform all Members of the Commission of all proposals for amendments.

3. No proposal for the amendment of the Constitution shall be included in the agenda of any session unless notice thereof has been received by the Director-General of the Organization at least 120 days before the opening of the session.

Article XV

Acceptance

1. Acceptance of this Constitution shall not be subject to any reservation.

2. Acceptance shall be effected by the deposit of a notification of acceptance with the Director-General of the Organization and shall take effect as regards Members of the Organization or the Office, on receipt of such notification by the Director-General who shall forthwith inform each of the Members of the Commission.

3. Membership of Nations that are neither members of the Organization nor of the Office shall become effective on the date on which the Council approves the application for membership in conformity with the provisions of Article I.

Article XVI

Withdrawal

1. Any Member may withdraw from the Commission at any time after the expiration of one year from the date on which its acceptance took effect or from the date on which the Constitution entered into force, whichever is the later, by giving written notice of withdrawal to the Director-General of the Organization who shall forthwith inform all Members of the Commission. The withdrawal shall become effective one year from the date of receipt of the notification of withdrawal.

2. Non-payment of two consecutive annual contributions shall be regarded as implying withdrawal of the defaulting Member from the Commission.

3. Tout Membre de la Commission qui, à la suite de son retrait de l'Organisation ou de l'Office n'est plus Membre d'aucune de ces deux institutions sera considéré comme s'étant retiré simultanément de la Commission.

Article XVII

Règlement des différends

1. En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application du présent Acte, le ou les Membres intéressés peuvent demander au Directeur général de l'Organisation de désigner un comité chargé d'examiner le différend.

2. Le Directeur général, après avoir pris l'avis des Membres intéressés, désigne un comité d'experts comprenant des représentants desdits Membres. Ce comité examine le différend à la lumière de tous documents et éléments probatoires présentés par les Membres intéressés. Le comité soumet un rapport au Directeur général de l'Organisation qui le communique aux Membres intéressés et aux autres Membres de la Commission.

3. Bien que ne reconnaissant pas aux recommandations de ce comité un caractère obligatoire, les Membres conviennent qu'elles serviront de base à un nouvel examen par les Membres intéressés de la question en litige.

4. Les Membres intéressés supportent une part égale des frais résultant du recours au comité d'experts.

Article XVIII

Liquidation

1. Le présent Acte prendra fin à la suite d'une décision de la Commission prise à la majorité des trois quarts du nombre total des Membres de la Commission. Il prendra fin automatiquement dans le cas où le nombre des Membres de la Commission, à la suite de retraits, deviendrait inférieur à six.

2. Lorsque le présent Acte aura pris fin, le Directeur général de l'Organisation liquidera l'actif de la Commission et, après règlement du passif, en distribuera proportionnellement le solde aux Membres, sur la base du barème des contributions en vigueur à la date de la liquidation. Les Etats qui, n'ayant pas acquitté leurs contributions afférentes à deux années consécutives, sont considérés de ce fait comme s'étant retirés de la Commission en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article XVI et n'auront pas droit à une quote-part du solde.

3. Any Member of the Commission withdrawing from the Organization or the Office, when such withdrawal results in this Nation no longer being a Member of either of these two Agencies, shall be deemed to have withdrawn simultaneously from the Commission.

Article XVII

Settlement of disputes

1. If there is any dispute regarding the interpretation or application of this Constitution, the Member or Members concerned may request the Director-General of the Organization to appoint a committee to consider the question in dispute.

2. The Director-General shall thereupon, after consultation with the Members concerned, appoint a committee of experts which shall include representatives of those Members. This committee shall consider the question in dispute, taking into account all documents and other forms of evidence submitted by the Members concerned. This committee shall submit a report to the Director-General of the Organization who shall transmit it to the Members concerned, and to the other Members of the Commission.

3. The Members of the Commission agree that the recommendations of such a committee, while not binding in character, will become the basis for renewed consideration by the Members concerned of the matter out of which the disagreement arose.

4. The Members concerned shall share equally the expenses of the experts.

Article XVIII

Termination

1. This Constitution shall be terminated by a decision of the Commission taken by a three-fourths majority of the membership of the Commission. It shall automatically be terminated should membership, as a result of withdrawals, comprise fewer than six Nations.

2. On termination of the Constitution all assets of the Commission shall be liquidated by the Director-General of the Organization and after settlement of all liabilities the balance shall be distributed proportionally amongst Members on the basis of the scale of contributions in force at the time. Nations whose contributions are in arrears for two consecutive years and hence deemed to have withdrawn in conformity with Article XVI (2) shall not be entitled to a share of the assets.

Article XIX

Entrée en vigueur

1. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur dès que le Directeur général aura reçu les avis d'acceptation de six Etats Membres de l'Organisation ou de l'Office, sous réserve que la contribution globale desdits Etats représente au moins 30 pour cent du montant du budget administratif fixé au paragraphe 1 de l'Article XIII.

2. Les Etats ayant déposé des instruments d'adhésion seront avisés par le Directeur général de la date à laquelle le présent Acte entrera en vigueur.

3. Le texte du présent Acte, rédigé dans les langues anglaise, française et espagnole qui font également foi, a été approuvé par la Conférence de l'Organisation, le onze décembre 1953.

4. Deux exemplaires du texte du présent Acte seront authentifiés par apposition des signatures du Président de la Conférence et du Directeur général de l'Organisation; un exemplaire sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies et l'autre aux archives de l'Organisation. Des copies certifiées conformes par le Directeur général seront adressées à tous les Membres de la Commission avec indication de la date à laquelle le présent Acte constitutif est entré en vigueur.

Article XIX

Entry into Force

1. This Constitution shall enter into force upon receipt by the Director-General of the Organization of notifications of acceptance from six Member Nations of the Organization or of the Office, providing that their contributions represent in the aggregate not less than 30 % of the Administrative Budget provided for in Article XIII (1).

2. The Director-General shall notify all Nations having deposited notifications of acceptance of the date on which this Constitution comes into force.

3. The text of this Constitution drawn up in the English, French and Spanish languages, which languages shall be equally authoritative, was approved by the Conference of the Organization on the eleventh day of December 1953.

4. Two copies of the text of this Constitution shall be authenticated by the Chairman of the Conference and the Director-General of the Organization, one copy of which shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations and the other in the archives of the Organization. Additional copies of this text shall be certified by the Director-General and furnished to all Members of the Commission with the indication of the date on which the Constitution has come into force.

ANNEXE I

Barème des contributions annuelles

Etabli pour chaque pays d'après les chiffres du revenu national utilisés pour le calcul du barème des contributions à l'Organisation, la gravité du danger d'infection par la fièvre aphteuse et l'effectif du cheptel à protéger

| Pays | Effectif du cheptel (en milliers de têtes) | Contribution à la FAO (en dollars E. U.) | Contributions au budget de 50.000 dollars | | Barème | |
|------------------------|--|--|---|--|-----------|-----------------------------------|
| | | | a) D'après l'effectif du cheptel | b) D'après la contri- bution à la FAO | Catégorie | Contri- bution (en dollars) |
| Autriche | 2.279 | 19.760 | 1.294,47 | 434,72 | IV | 1.500 |
| Belgique | 2.101 | 92.560 | 1.193,37 | 2.036,32 | III | 2.500 |
| Danemark | 3.053 | 56.160 | 1.734,10 | 1.235,52 | III | 2.500 |
| Finlande | 1.847 | 22.360 | 1.049,10 | 491,92 | IV | 1.500 |
| France | 15.722 | 348.400 | 8.930,10 | 7.664,80 | I | 7.000 |
| Allemagne | 11.150 | 245.960 | 6.333,20 | 5.411,12 | II | 5.000 |
| Grèce | 763 | 14.040 | 433,38 | 308,88 | IV | 1.500 |
| Islande | 44 | 2.600 | 24,99 | 57,20 | VI | 250 |
| Irlande | 4.322 | 20.800 | 2.454,90 | 457,60 | V | 750 |
| Italie | 8.150 | 165.880 | 4.629,20 | 3.649,36 | II | 5.000 |
| Luxembourg | 119 | 3.120 | 67,59 | 68,64 | VI | 250 |
| Pays-Bas | 2.723 | 88.400 | 1.546,66 | 1.944,80 | III | 2.500 |
| Norvège | 1.236 | 34.320 | 702,05 | 755,04 | V | 750 |
| Portugal | 610 | 33.800 | 346,48 | 743,60 | IV | 1.500 |
| Espagne | 3.300 | 71.240 | 1.879,40 | 1.567,28 | III | 2.500 |
| Suède | 2.648 | 109.720 | 1.504,06 | 2.423,84 | III | 2.500 |
| Suisse | 1.530 | 81.120 | 869,04 | 1.784,64 | III | 2.500 |
| Turquie | 10.580 | 34.320 | 6.009,44 | 755,04 | IV | 1.500 |
| Royaume-Uni . . . | 10.620 | 781.560 | 6.032,16 | 17.194,32 | I | 7.000 |
| Yougoslavie | 5.236 | 34.320 | 2.974,05 | 755,04 | IV | 1.500 |
| Total | 88.033 | 2.226.120 | 50.007,74 | 49.729,68 | | 50.000 |

APPENDIX I

Scale of annual contributions

Calculated on national income of each country as expressed in the Scale of Contributions to the Organization, the relative position of each country in regard to possible infection with foot-and-mouth disease and the number of livestock to be protected in each country:

| Country | Cattle stock 1000 heads | FAO Contribution \$ | Calculation of Contributions of a \$ 50,000 Budget of the Commission | | Scale | |
|------------------|----------------------------|------------------------|---|--|----------|----------------------|
| | | | a) Based on Head of cattle | b) Based on FAO Contri- butions | Category | Contri- bution \$ |
| Austria | 2,279 | 19,760 | 1294.47 | 434.72 | IV | 1,500 |
| Belgium | 2,101 | 92,560 | 1193.37 | 2036.32 | III | 2,500 |
| Denmark | 3,053 | 56,160 | 1734.10 | 1235.52 | III | 2,500 |
| Finland | 1,847 | 22,360 | 1049.10 | 491.92 | IV | 1,500 |
| France | 15,722 | 348,400 | 8930.10 | 7664.80 | I | 7,000 |
| Germany | 11,150 | 245,960 | 6333.20 | 5411.12 | II | 5,000 |
| Greece | 763 | 14,040 | 433.38 | 308.88 | IV | 1,500 |
| Iceland | 44 | 2,600 | 24.99 | 57.20 | VI | 250 |
| Ireland | 4,322 | 20,800 | 2454.90 | 457.60 | V | 750 |
| Italy | 8,150 | 165,880 | 4629.20 | 3649.36 | II | 5,000 |
| Luxembourg . . | 119 | 3,120 | 67.59 | 68.64 | VI | 250 |
| Netherlands . . | 2,723 | 88,400 | 1546.66 | 1944.80 | III | 2,500 |
| Norway | 1,236 | 34,320 | 702.05 | 755.04 | V | 750 |
| Portugal | 610 | 33,800 | 346.48 | 743.60 | IV | 1,500 |
| Spain | 3,300 | 71,240 | 1879.40 | 1567.28 | III | 2,500 |
| Sweden | 2,648 | 109,720 | 1504.06 | 2413.84 | III | 2,500 |
| Switzerland . . | 1,530 | 81,120 | 869.04 | 1784.64 | III | 2,500 |
| Turkey | 10,580 | 34,320 | 6009.44 | 755.04 | IV | 1,500 |
| United Kingdom | 10,620 | 781,560 | 6032.16 | 17194.32 | I | 7,000 |
| Yugoslavia . . . | 5,236 | 34,320 | 2974.05 | 755.04 | IV | 1,500 |
| Total | 88,033 | 2,226,120 | 50007.74 | 49729.68 | | 50,000 |

C. VERTALING

**Statuut van de Europese Commissie voor de bestrijding
van mond- en klauwzeer****Preambule**

De Deelnemende Regeringen, overwegende het grote belang van het voorkomen van nieuwe zware verliezen voor de Europese landbouw, veroorzaakt door het herhaald uitbreken van mond- en klauwzeer, stellen hierbij een Commissie in, welke bekend zal zijn als de Europese Commissie voor de bestrijding van mond- en klauwzeer, en welke ten doel heeft nationaal en internationaal maatregelen te bevorderen voor de bestrijding van mond- en klauwzeer in Europa.

Artikel I*Lidmaatschap*

Leden van de Europese Commissie voor de bestrijding van mond- en klauwzeer (hierna genoemd „de Commissie”) zullen zijn die Europese Statenleden van de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties (hierna genoemd „de Organisatie”) en/of van het Internationale Bureau voor besmettelijk veeziekten (hierna genoemd „het Bureau”), welke tot dit Statuut overeenkomstig de bepalingen van Artikel XV toetreden. De Commissie kan, met een twee-derde meerderheid van het aantal uitgebrachte stemmen, mits deze meerderheid groter is dan de helft van het ledental, en met toestemming van de Raad van de Organisatie overeenkomstig het bepaalde in Artikel XV (3), elk ander Europees land tot lidmaatschap toelaten, dat een aanvraag daartoe heeft ingediend, alsmede een in een officiële akte vastgelegde verklaring dat het de verplichtingen van dit Statuut, zoals deze ten tijde van de toelating van kracht zijn, aanvaardt.

De Organisatie, het Bureau en de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking hebben het recht op alle zittingen van de Commissie en haar sub-commissies vertegenwoordigd te zijn, doch hun vertegenwoordigers hebben geen stemrecht.

Artikel II*Verplichtingen van Leden betreffende nationale gedragslijnen
en internationale samenwerking ter bestrijding
van mond- en klauwzeer*

1. De Leden verplichten zich het mond- en klauwzeer te bestrijden met de uiteindelijke bedoeling deze ziekte uit te roeien, door het uitvaardigen van de daartoe geëigende quarantaine- en sanitaire maatregelen, en door een of meer van de hierna volgende methoden:

- 1) afslachting
- 2) afslachting in combinatie met vaccinatie

3) het in stand houden van een geheel immune veestapel door middel van vaccinatie

4) vaccinatie in zones rondom gebieden waar de ziekte mocht uitbreken.

Eenmaal aangenomen methoden zullen stipt worden uitgevoerd.

2. Leden welke de gedragslijn 2 of 4 aanvaarden, verplichten zich een voorraad virus voor de bereiding van vaccin en een voorraad vaccin, voldoende om een behoorlijke bescherming tegen de ziekte in geval van een uitbraak te verzekeren, beschikbaar te hebben. Ieder Lid zal samenwerken met, en bijstand verlenen aan andere Leden bij alle gezamenlijke maatregelen ter bestrijding van mond- en klauwzeer, en in het bijzonder bij het verschaffen van vaccin en virus, waar dit noodzakelijk is. De hoeveelheden virus en vaccin, welke voor nationaal en internationaal gebruik dienen te worden opgeslagen, zullen door de Leden worden bepaald, en gebaseerd zijn op de bevindingen van de Commissie en het advies van het Bureau.

3. De Leden zullen die regelingen treffen voor het vaststellen van het smetstoftype bij het uitbreken van mond- en klauwzeer, welke door de Commissie zullen worden verlangd, en zullen onverwijld de Commissie en het Bureau van de resultaten van dit type-onderzoek in kennis stellen.

4. De Leden verplichten zich de Commissie alle inlichtingen te verstrekken, welke zij nodig mocht hebben voor de uitoefening van haar functies. In het bijzonder zullen de Leden de Commissie en het Bureau onverwijld in kennis stellen van elke uitbraak van mond- en klauwzeer en van de omvang daarvan. Voorts zullen zij opgave doen van alle verdere bijzonderheden welke de Commissie mocht verlangen.

Artikel III

Zetel

1. De zetel van de Commissie en van haar Secretariaat is in Rome op het hoofdbureau van de Organisatie.

2. De zittingen van de Commissie worden gehouden in de plaats waar zij haar zetel heeft, tenzij zij, als gevolg van een beslissing van de Commissie op een der voorgaande zittingen, of, in buitengewone omstandigheden, van een beslissing van het Dagelijks Bestuur, elders worden gehouden.

Artikel IV

Algemene Functies

De algemene functies van de Commissie zijn:

1. Het aangaan van regelingen, door bemiddeling van de Directeur-Generaal van de Organisatie, met het Bureau binnen het kader van enige tussen de Organisatie en het Bureau gesloten overeenkomst, teneinde te verzekeren dat:

1.1 Alle Leden technisch advies zal worden gegeven ten aanzien van elk probleem, dat betrekking heeft op de bestrijding van mond- en klauwzeer.

1.2 Uitgebreide inlichtingen over het uitbreken van de ziekte en identificering van het virus worden verzameld, en zo spoedig mogelijk worden verspreid.

1.3 Speciale onderzoeken op het gebied van mond- en klauwzeer worden verricht.

2. Het verzamelen van inlichtingen omtrent nationale programma's voor de bestrijding van, en het onderzoek op mond- en klauwzeer.

3. Het bepalen, in overleg met de betreffende Leden, van de aard en de omvang van hulpverlening waaraan deze Leden behoefte hebben voor het uitvoeren van hun nationale programma's.

4. Het stimuleren en ontwerpen van gezamenlijke maatregelen, waar deze nodig mochten zijn voor het overwinnen van moeilijkheden bij de tenuitvoerlegging van bestrijdingsprogramma's, en het, door middel van tussen de Leden te sluiten overeenkomsten, beramen van middelen, welke het b.v. mogelijk zouden maken vaccin te bereiden en op te slaan.

5. Het treffen van de juiste voorzieningen voor identificering van smetstof.

6. Het bestuderen van de mogelijkheid om internationale laboratoria op te richten voor het identificeren van virus en het bereiden van vaccin.

7. Het bijhouden van een lijst van voorraden virus en vaccins, welke in de diverse landen beschikbaar zijn, en het voortdurend in het oog houden van de situatie.

8. Het van advies dienen van andere organisaties ten aanzien van het toewijzen van eventueel beschikbare fondsen voor de bestrijding van mond- en klauwzeer in Europa.

9. Het aangaan van regelingen, door tussenkomst van de Directeur-Generaal van de Organisatie, met andere organisaties, regionale groepen, of met landen welke geen Lid zijn van de Commissie, betreffende de deelneming aan het werk van de Commissie of haar sub-commissies of betreffende wederzijdse bijstand ten aanzien van problemen verbonden aan de bestrijding van mond- en klauwzeer. Tot deze regelingen kan behoren de instelling van of deelneming aan gezamenlijke commissies.

10. Het beoordelen en goedkeuren van het verslag van het Uitvoerend Comité over de werkzaamheden van de Commissie, de jaarrekeningen en de begroting en het programma voor het volgende jaar, alvorens deze, door tussenkomst van de Directeur-Generaal, worden voorgelegd aan de Raad van de Organisatie.

Artikel V

Speciale Functies

Tot de speciale functies van de Commissie behoren:

1. Het verlenen van hulp bij de bestrijding van de ziekte in spoedgevallen, op elke wijze welke de Commissie en het betreffende Lid, of de betreffende Leden daartoe geschikt achten. Voor dit doel kan de Commissie, of haar Uitvoerend Comité overeenkomstig het bepaalde in Artikel XI (5), alle vrije saldi op de administratieve begroting, bedoeld in Artikel XIII (7), gebruiken, evenals alle eventuele supplementaire bijdragen, waarover krachtens Artikel XIII (4) in noodgevallen kan worden beschikt.

2. Het nemen van de daartoe geschikt geoordeelde maatregelen betreffende:

2.1 Bereiding en/of het opslaan van smetstof en/of vaccins door/of ten behoeve van de Commissie, om deze, in geval van nood, aan een Lid te kunnen uitreiken.

2.2 Het bevorderen, indien nodig, van de instelling door een Lid of Leden van „cordons sanitaires”, ter voorkoming van de verbreiding van de ziekte.

3. Het uitvoeren van die verdere speciale projecten, welke kunnen worden voorgesteld door Leden, of door het Uitvoerend Comité en welke zijn goedgekeurd door de Commissie, voor het bereiken van de doeleinden van de Commissie, zoals deze zijn neergelegd in dit Statuut.

4. Fondsen uit het overschot van de administratieve begroting kunnen worden aangewend voor de doeleinden omschreven in lid 2 en 3 van dit Artikel, wanneer hieraan de goedkeuring wordt gehecht door de Commissie met een meerderheid van twee-derde van het aantal uitgebrachte stemmen, mits deze meerderheid groter is dan de helft van het aantal Leden van de Commissie.

Artikel VI

Organisatie

1. Ieder Lid wordt op de zittingen van de Commissie vertegenwoordigd door een enkele afgevaardigde, die vergezeld kan zijn van een plaatsvervanger en van deskundigen en adviseurs. Plaatsvervangers, deskundigen en adviseurs mogen aan de werkzaamheden van de Commissie deelnemen, doch mogen niet stemmen, behoudens in geval van een plaatsvervanger, die behoorlijk is gemachtigd voor de afgevaardigde op te treden.

2. Ieder lid brengt één stem uit. Besluiten van de Commissie worden genomen met een meerderheid van het aantal uitgebrachte stemmen, tenzij hieromtrent in dit Statuut anders wordt beslist. Een meerderheid van de Leden van de Commissie vormt een quorum.

3. Bij de aanvang van iedere gewone zitting kiest de Commissie uit de afgevaardigden een Voorzitter en twee Vice-Voorzitters. Deze functionarissen blijven in functie tot aan het begin van de volgende gewone zitting, zonder dat dit aan het recht van herverkiezing afbreuk doet.

4. De Directeur-Generaal van de Organisatie roept, in overleg met de Voorzitter van de Commissie, tenminste eenmaal per jaar een gewone zitting van de Commissie bijeen. Speciale zittingen kunnen worden bijeengeroepen door de Directeur-Generaal, in overleg met de Voorzitter van de Commissie, of, indien dit wordt verzocht door de Commissie tijdens gewone zittingen, of door ten minste een derde van het aantal Leden gedurende het tijdsbestek tussen twee gewone zittingen.

Artikel VII

Sub-Commissies

1. De Commissie kan tijdelijke, speciale of permanente sub-commissies in het leven roepen voor het bestuderen van aangelegenheden, welke betrekking hebben op het doel van de Commissie, en voor het uitbrengen van een verslag daarover.

2. Deze sub-commissies worden door de Directeur-Generaal van de Organisatie, in overleg met de Voorzitter van de Commissie, bijeengeroepen op die tijdstippen en plaatsen, welke overeenkomen met de doeleinden waarvoor zij zijn ingesteld.

3. De Commissie bepaalt welke de Leden van deze sub-commissies zullen zijn.

4. Elke sub-commissie kiest haar eigen Voorzitter.

Artikel VIII

Reglement

Met inachtneming van de bepalingen van dit Statuut, stelt de Commissie, met instemming van de Directeur-Generaal van de Organisatie, haar eigen Huishoudelijk en Financieel Reglement vast, in overeenstemming met het Huishoudelijk en Financieel Reglement van de Organisatie.

Artikel IX

Waarnemers

1. De Regering van elk land dat geen Lid is van de Commissie kan, met instemming van de Commissie, op elke zitting van de Commissie of haar sub-commissies worden vertegenwoordigd door een waarnemer, die geen stemrecht heeft.

2. Elke andere internationale organisatie wier belangen eveneens op dit gebied liggen kan, met instemming van de Commissie, op alle zittingen van de Commissie of haar sub-commissies worden vertegenwoordigd door een waarnemer, die geen stemrecht heeft.

Artikel X

Het Uitvoerend Comité

1. Er wordt een Uitvoerend Comité ingesteld, dat bestaat uit de Voorzitter en Vice-Voorzitters van de Commissie en 3 afgevaardigden van Leden, welke aan het begin van iedere gewone zitting door de Commissie worden gekozen. De Voorzitter van de Commissie is tevens Voorzitter van het Uitvoerend Comité.

2. De Leden van het Uitvoerend Comité blijven in functie tot aan het begin van de volgende gewone zitting, zonder dat dit aan het recht van herverkiezing afbreuk doet.

3. In geval er een vacature ontstaat in het Uitvoerend Comité vóór het aflopen van de zittingstermijn, kan het Comité een Lid van de Commissie verzoeken een vertegenwoordiger aan te wijzen ter vervulling van de vacature voor het resterende gedeelte van de zittingstermijn.

4. Het Uitvoerend Comité komt tenminste eenmaal gedurende de tijd tussen twee opeenvolgende gewone zittingen van de Commissie bijeen.

5. De Secretaris van de Commissie treedt op als Secretaris van het Uitvoerend Comité.

Artikel XI

Functies van het Uitvoerend Comité

Het Uitvoerend Comité zal:

1. Aan de Commissie voorstellen doen betreffende beleidskwesties en het werkprogramma.

2. Uitvoering geven aan het beleid en de programma's welke door de Commissie zijn goedgekeurd.

3. Aan de Commissie het ontwerp-programma, de administratieve begroting en de jaarrekeningen voorleggen.

4. Het jaarverslag samenstellen betreffende de werkzaamheden van de Commissie, ter goedkeuring door de Commissie en doorzending naar de Directeur-Generaal van de Organisatie.

5. Zich met die andere taken belasten, welke de Commissie haar mocht overdragen, in het bijzonder wat betreft de noodmaatregelen, bedoeld in Artikel V (1).

Artikel XII

Administratie

1. De staf van het Secretariaat van de Commissie wordt aangesteld door de Directeur-Generaal met goedkeuring van het Uitvoerend Comité. Voor zover het de administratie betreft is de staf verantwoording verschuldigd aan de Directeur-Generaal. De Leden van de

staf worden aangesteld op dezelfde voorwaarden als de staf van de Organisatie.

2. De onkosten van de Commissie worden betaald uit de administratieve begroting, behalve die onkosten welke betrekking hebben op die personeelsleden en middelen, welke door de Organisatie beschikbaar kunnen worden gesteld. De door de Organisatie te dragen kosten worden vastgesteld en betaald binnen de grenzen van een jaarlijkse begroting, opgesteld dóór de Directeur-Generaal en goedgekeurd door de Algemene Vergadering van de Organisatie, in overeenstemming met het Huishoudelijk en Financieel Reglement van de Organisatie.

3. Uitgaven gedaan door afgevaardigden en hun plaatsvervangers, deskundigen en adviseurs in verband met het bijwonen van vergaderingen van de Commissie en haar sub-commissies, worden vastgesteld en betaald door hun onderscheidene regeringen.

Artikel XIII

Financiën

1. Ieder Lid van de Commissie verbindt zich jaarlijks zijn aandeel in de administratieve begroting bij te dragen, overeenkomstig een bijdragschaal welke vooraf dient te zijn goedgekeurd door een twee-derde meerderheid van het aantal Leden van de Commissie. Gedurende de eerste 5 jaren nadat het Statuut van kracht is geworden, zijn deze bijdragen gebaseerd op de schaal, aangegeven in Bijlage I. De begroting voor de administratieve werkzaamheden van de Commissie gedurende de eerste 5 jaren is gebaseerd op US \$ 50.000 per jaar, vermeerderd met eventuele bijdragen van Leden, ingevolge het bepaalde in lid 2 van dit artikel.

2. De door de niet in Bijlage I genoemde Leden te betalen bijdragen worden bepaald door de Commissie. Hierbij zijn de methoden, volgens welke de bovengenoemde schaal is berekend, van toepassing.

3. De jaarlijkse bijdragen, als bedoeld in lid 1 en 2 van dit Artikel dienen te worden betaald voor het einde van de eerste maand van het boekjaar, waarvoor zij gelden. Het boekjaar is hetzelfde als dat van de Organisatie.

4. Aanvullende bijdragen kunnen worden aangenomen van een Lid of Leden, of van Organisaties, of personen, voor het nemen van noodmaatregelen, of voor het uitvoeren van speciale programma's of bestrijdingscampagnes, voor zover deze, krachtens Artikel V door de Commissie, of het Uitvoerend Comité worden aangenomen of aanbevolen.

5. Alle bijdragen door Leden dienen te worden betaald in door de Commissie, met goedkeuring van ieder bijdragend Lid, te bepalen valuta's.

6. Alle ontvangen bijdragen zullen worden gestort in een Trust Fonds dat zal worden beheerd door de Directeur-Generaal van de Organisatie, in overeenstemming met het Financieel Reglement van de Organisatie.

7. Aan het eind van elk boekjaar wordt een eventueel saldo van de administratieve begroting, waarvoor nog geen bestemming is gevonden, gestort op een speciale rekening, welke voor de in de Artikelen IV en V uiteengezette doeleinden, geopend zal dienen te worden.

Artikel XIV

Wijzigingen

1. Dit Statuut kan door de Commissie bij een twee-derde meerderheid van het aantal uitgebrachte stemmen worden gewijzigd, mits deze meerderheid groter is dan de helft van het aantal Leden van de Commissie. Wijzigingen worden uitsluitend van kracht met instemming van de Raad van de Organisatie, en gaan in op het tijdstip van de beslissing van de Raad, met dien verstande dat iedere wijziging welke nieuwe verplichtingen voor de Leden met zich meebrengt, ten aanzien van ieder Lid slechts van kracht wordt, nadat zij door dat Lid is aanvaard.

2. Voorstellen tot wijziging van het Statuut kunnen door ieder Lid van de Commissie worden gedaan, in een mededeling, welke is gericht zowel aan de Voorzitter van de Commissie, als aan de Directeur-Generaal van de Organisatie. De Directeur-Generaal stelt alle Leden van de Commissie onverwijld op de hoogte van alle voorstellen tot wijziging.

3. Op de agenda van een zitting wordt geen voorstel tot wijziging van het Statuut geplaatst, tenzij hiervan door de Directeur-Generaal van de Organisatie tenminste 120 dagen voor de opening van de zitting, bericht is ontvangen.

Artikel XV

Toetreding

1. Bij de toetreding tot dit Statuut kunnen geen voorbehouden worden gemaakt.

2. Toetreding geschiedt door de nederlegging van een mededeling van toetreding bij de Directeur-Generaal van de Organisatie en wordt, ten aanzien van Leden van de Organisatie of het Bureau, van kracht na ontvangst van zodanige mededeling door de Directeur-Generaal, die daarvan elk van de Leden van de Commissie onverwijld in kennis stelt.

3. Het lidmaatschap van landen welke noch Lid van de Organisatie noch van het Bureau zijn, gaat in op het tijdstip waarop de Raad gunstig zal hebben beschikt op het verzoek tot toelating als Lid, in overeenstemming met het bepaalde in Artikel I.

Artikel XVI

Terugtrekking

1. Ieder Lid kan zich op ieder oogenblik na verloop van één jaar vanaf het tijdstip waarop hij tot het Statuut is toegetreden, of vanaf het tijdstip waarop het Statuut van kracht werd, naar gelang welk tijdstip later valt, uit de Commissie terugtrekken, door het zenden van een schriftelijk bericht van terugtrekking aan de Directeur-Generaal van de Organisatie, die daarvan onverwijld aan alle Leden van de Commissie mededeling doet. De terugtrekking wordt van kracht een jaar na het tijdstip van ontvangst van de kennisgeving van terugtrekking.

2. Het niet betalen van twee achtereenvolgende jaarlijkse bijdragen wordt beschouwd de terugtrekking te impliceren van het ingebreke gebleven Lid van de Commissie.

3. Ieder Lid van de Commissie dat zich terugtrekt uit de Organisatie of het Bureau wordt, indien het gevolg van deze terugtrekking is dat dit land niet langer Lid is van een van deze beide organen, geacht zich tegelijkertijd te hebben teruggetrokken uit de Commissie.

Artikel XVII

Regeling van geschillen

1. Mocht er enig geschil rijzen aangaande de uitlegging of toepassing van dit Statuut, dan kan het betreffende Lid, of kunnen de betreffende Leden de Directeur-Generaal van de Organisatie verzoeken een Commissie in te stellen ter beoordeling van het geschil.

2. Daarop stelt de Directeur-Generaal, in overleg met de betreffende Leden, een Commissie van deskundigen in, waarin vertegenwoordigers van die Leden mede zitting hebben. Deze Commissie beoordeelt het geschil, in welke beoordeling zij alle documenten en andere bewijsstukken, welke door de Leden zijn overgelegd, betreft. De Commissie legt een rapport voor aan de Directeur-Generaal van de Organisatie, die dit doorzendt aan de betreffende Leden en aan de andere Leden van de Commissie.

3. De Leden van de Commissie gaan ermede accoord, dat de aanbevelingen van deze Commissie van onderzoek, hoewel niet van bindende kracht, als basis worden aanvaard voor een nieuwe beoordeling door de betreffende Leden van de aangelegenheid, waaruit het geschil is ontstaan.

4. De betreffende Leden dragen ieder voor een gelijk deel de kosten van de deskundigen.

Artikel XVIII

Beëindiging

1. Dit Statuut wordt beëindigd bij beslissing van de Commissie, welke met een drie-vierde meerderheid van het aantal Leden van de

Commissie dient te worden genomen. Het wordt automatisch beëindigd, indien het aantal Leden, tengevolge van terugtrekkingen, minder dan zes zou bedragen.

2. Bij beëindiging van het Statuut worden alle activa van de Commissie door de Directeur-Generaal van de Organisatie geliquideerd, en nadat is voldaan aan alle verplichtingen, wordt het saldo onder de Leden verdeeld in een verhouding welke is gebaseerd op de op dat tijdstip geldende bijdragenschaal. Die landen, welke hun bijdragen gedurende twee achtereenvolgende jaren niet hebben betaald, en zich om die reden, overeenkomstig het bepaalde in Artikel XVI (2), worden geacht zich te hebben teruggetrokken, hebben geen recht op een aandeel in de activa.

Artikel XIX

Inwerkingtreding

1. Dit Statuut treedt in werking na ontvangst door de Directeur-Generaal van de Organisatie van de mededelingen van toetreding van zes Staten-leden van de Organisatie, of van het Bureau, mits hun bijdragen in totaal niet minder bedragen dan 30 % van de administratieve begroting, bedoeld in Artikel XIII (1).

2. De Directeur-Generaal stelt alle Staten, welke een mededeling van toetreding hebben nedergelegd in kennis van de dag waarop dit Statuut in werking treedt.

3. De tekst van dit Statuut, gesteld in de Engelse, de Franse en de Spaanse taal, zijnde deze talen gelijkelijk authentiek, is door de Algemene Vergadering van de Organisatie goedgekeurd op de elfde dag van December 1953.

4. Twee exemplaren van de tekst van dit Statuut worden gewaarmerkt door de Voorzitter van de Algemene Vergadering en de Directeur-Generaal van de Organisatie; één exemplaar hiervan wordt neergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en het andere in het archief van de Organisatie. Door de Directeur-Generaal voor eensluidend gewaarmerkte afschriften worden verschaft aan alle Leden van de Commissie, met aanduiding van de dag waarop het Statuut van kracht is geworden.

BIJLAGE I

Schaal der jaarlijkse bijdragen

Berekend op basis van het nationale inkomen van ieder land, als uitgedrukt in de schaal van bijdragen aan de Organisatie, de relatieve situatie van ieder land met betrekking tot mogelijke besmetting met mond- en klauwzeer en het aantal stuks vee, dat in ieder land moet worden beschermd.

| Land | Rundveestapel in 1000 stuks | Bijdrage FAO \$ | Berekening der bijdragen bij een begroting van de Commissie van \$ 50.000.— | | Schaal | |
|---------------------------|--------------------------------|-----------------|---|--|-----------|-------------|
| | | | a) geba- seerd op aant. st. rundvee | b) geba- seerd op bijdragen aan FAO | Categorie | Bijdrage \$ |
| België | 2.101 | 92.560 | 1193,37 | 2036,32 | III | 2.500 |
| Denemarken | 3.053 | 56.160 | 1734,10 | 1235,52 | III | 2.500 |
| Duitsland | 11.150 | 245.960 | 6333,20 | 5411,12 | II | 5.000 |
| Finland | 1.847 | 22.360 | 1049,10 | 491,92 | IV | 1.500 |
| Frankrijk | 15.722 | 348.400 | 8930,10 | 7664,80 | I | 7.000 |
| Griekenland | 763 | 14.040 | 433,38 | 308,88 | IV | 1.500 |
| Ierland | 4.322 | 20.800 | 2454,90 | 457,60 | V | 750 |
| Italië | 8.150 | 165.880 | 4629,20 | 3649,36 | II | 5.000 |
| IJsland | 44 | 2.600 | 24,99 | 57,20 | VI | 250 |
| Joegoslavië | 5.236 | 34.320 | 2974,05 | 755,04 | IV | 1.500 |
| Luxemburg | 119 | 3.120 | 67,59 | 68,64 | VI | 250 |
| Nederland | 2.723 | 88.400 | 1546,66 | 1944,80 | III | 2.500 |
| Noorwegen | 1.236 | 34.320 | 702,05 | 755,04 | V | 750 |
| Oostenrijk | 2.279 | 19.760 | 1294,47 | 434,72 | IV | 1.500 |
| Portugal | 610 | 33.800 | 346,48 | 743,60 | IV | 1.500 |
| Spanje | 3.300 | 71.240 | 1879,40 | 1567,28 | III | 2.500 |
| Turkije | 10.580 | 34.320 | 6009,44 | 755,04 | IV | 1.500 |
| Ver. Koninkrijk | 10.620 | 781.560 | 6032,16 | 17194,32 | I | 7.000 |
| Zweden | 2.648 | 109.720 | 1504,06 | 2413,84 | III | 2.500 |
| Zwitserland | 1.530 | 81.120 | 869,04 | 1784,64 | III | 2.500 |
| Totaal | 88.033 | 2.226.120 | 50007,74 | 49729,68 | | 50.000 |

D. GOEDKEURING

Toetreding tot het Statuut behoeft de voorafgaande goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 64, eerste lid, juncto artikel 60, lid 2, der Grondwet.

F. TOETREDING

Toetreding tot het Statuut is voorzien in artikel XV.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Statuut zullen ingevolge artikel XIX, eerste lid, in werking treden op de dag dat zes Staten, die lid zijn van de Voedsel- en Landbouwwerkganisatie der Verenigde Naties of van het Internationaal Bureau voor besmettelijke veeziekten, tot het Statuut zijn toegetreden, mits de gezamenlijke bijdrage van deze Staten tenminste gelijkstaat met een bedrag van 15.000 Amerikaanse dollars.

J. GEGEVENS

De Voedsel- en Landbouwwerkganisatie der Verenigde Naties, waarnaar in artikel I en elders in het onderhavige Statuut wordt verwezen, is opgericht bij het op 16 October 1945 te Quebec ondertekende Statuut, waarvan tekst en vertaling bij Koninklijk besluit van 1 Maart 1948 zijn bekendgemaakt in *Stb.* I 77.

Het Internationaal Bureau voor besmettelijke veeziekten, waarnaar in artikel I en elders in het onderhavige Statuut wordt verwezen, is opgericht bij de op 25 Januari 1924 te Parijs gesloten Internationale Overeenkomst, waarvan tekst en vertaling bij Koninklijk besluit van 11 October 1926 zijn bekendgemaakt in *Stb.* 354.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in artikel I van het onderhavige Statuut wordt verwezen, is opgericht bij het op 16 April 1948 te Parijs gesloten Verdrag, waarvan tekst en vertaling bij Koninklijk besluit van 3 November 1948 zijn bekendgemaakt in *Stb.* I 484.

Uitgegeven de zeventiende Februari 1954.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.